

Benghebrit décidée à sévir contre la fraude

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3809 - Mercredi 2 mars 2016 - Prix : 10 DA

Tlemcen

Saisie de plus de 15 quintaux de kif provenant du Maroc

Page 24

Boudiaf au sujet de «TUNISIA Health Expo» :

«Une occasion pour promouvoir l'industrie pharmaceutique algérienne»

Page 2

Guerre des mémoires entre RND et FLN

Par Mohamed Habili

Avec Amar Saidani maintenant consolidé dans son poste de secrétaire général, le FLN estime le moment venu pour lui de reprendre au RND tout ce qu'à son corps défendant il a dû lui concéder en expiation de son «pèlerinage» à Rome à l'invitation de San't Egidio, dans un passé encore vivace. Ce qui peut sembler la manifestation d'une sorte d'incompatibilité entre deux personnes, Saidani et Ouyahia, est à y bien regarder le renouveau d'une hostilité ancienne, aussi vieille que le RND à vrai dire, dont la naissance formelle remonte à 1997. En règle générale, il en est des relations entre partis comme celles qu'il peut y avoir entre personnes : plus on est proche plus on se déteste si on n'est pas fait l'un pour l'autre, d'autant plus si on est interchangeable aux yeux d'autrui. Ni le FLN ni le RND n'ont de raison de se déier d'un parti n'appartenant pas à la même famille qu'eux, car en tout état de cause il n'entre pas dans ses vues de les éliminer de l'échiquier politique mais seulement du pouvoir. Il faut rendre cette justice au FLN : un parti quel qu'il soit ne peut déborder de sympathie pour un autre créé spécialement pour se substituer à lui, jouer son rôle, occuper sa place, le faire remiser dans le musée de l'histoire pour tout dire.

Suite en page 3

Dans un contexte mondial sécuritaire et économique instable

Chassé-croisé diplomatique à Alger



Dans un contexte de choc économique avec la chute des prix du pétrole et d'autre part, les défis sécuritaires, la menace terroriste, dont la situation en Libye, l'Algérie connaît une grande sollicitation sur le terrain diplomatique.

Page 3

Produits alimentaires

Recul général des prix à l'importation

Page 5

Chanteuse franco-marocaine

Hindi Zahra ovationnée pour son premier spectacle à Alger

Page 13

Protection civile Six hélicoptères entreront en service avant la fin de l'année

LA PROTECTION civile mettra en service six hélicoptères d'ici à la fin de l'année en cours dans le cadre du secours aérien, a indiqué mardi à Alger le directeur de la communication de ce corps, le colonel Achour Farouk. En marge de la cérémonie de sorties de promotions d'agents de la Protection civile, le colonel Achour a déclaré à l'APS que «six hélicoptères entreront en service avant la fin de l'année en cours après l'accomplissement des formations requises aux équipes de secours entre pilotes, techniciens et secouristes au nombre de cinquante». Selon le colonel Achour, ces hélicoptères apporteront un «plus qualitatif» sur tout le territoire national aux opérations d'intervention des agents de la Protection civile. Il a également souligné qu'une «réflexion sérieuse» est engagée pour l'introduction de drones dans les interventions, précisant que la Protection civile s'atèle à «suivre le développement dans les pays les plus avancés par l'acquisition du matériel sophistiqué». «Il y a effectivement un projet pour l'utilisation des drones dans les opérations d'intervention et de reconnaissance», a-t-il affirmé. Par ailleurs, M. Achour a noté que le concours de recrutement des agents dans différentes catégories aura lieu durant l'exercice 2016-2017, «conformément aux besoins du corps et en application au programme tracé pour poursuivre la couverture opérationnelle sur tout le territoire national, sachant que des infrastructures ont été réceptionnées et d'autres le seront bientôt». Il a assuré qu'il était «nécessaire de préparer les moyens humains à même d'assurer la protection des biens et des personnes», soulignant, dans ce sens, que le nombre des effectifs, actuellement à hauteur de 60 000 «atteindra le nombre de 70 000 à l'horizon 2018». Des effectifs qui renforceront les rangs de ce corps conformément à la carte des risques étant donné que chaque région a ses spécificités, a-t-il relevé. Par ailleurs, le colonel Achour a estimé que la célébration de la journée internationale de la Protection civile constitue une occasion de «faire le point sur les réalisations et faire le bilan depuis l'année dernière», faisant savoir que les éléments de la Protection civile ont procédé à plus de 900 000 interventions durant l'année 2015, ce qui montre, a-t-il dit, le «travail colossal» effectué à cet effet. Le bilan élaboré fait ressortir une hausse de 27% d'interventions durant l'année 2015 par rapport à 2014, dont 45% pour le secours des personnes dans des accidents domestiques et 3 000 interventions quotidiennes dont 145 concernent les accidents de la route.

Anis F.

Lancement prochain d'une campagne de sensibilisation

Benghebrit décidée à sévir contre la fraude

■ On se souvient du tollé qu'ont soulevé les épreuves du Bac 2015, caractérisées par des fraudes massives. En effet, la session a été émaillée de certains faits peu glorieux dans certains centres d'examen, par des tentatives de triche avec l'utilisation des réseaux sociaux et l'introduction de smartphones équipés de puces 3G.

Par Meriem Benchaouia

La triche aux examens est un phénomène qui a pris des proportions alarmantes ces dernières années dans les établissements scolaires, entachant la crédibilité des diplômes délivrés. Elle est considérée comme l'un des plus graves problèmes qu'affronte notre système éducatif. On se souvient du tollé qu'ont soulevé les épreuves du Bac 2015, qui ont été caractérisées par des fraudes massives. En effet, la session a été émaillée de certains faits peu glorieux dans certains centres d'examen, par des tentatives de triche avec l'utilisation des réseaux sociaux et l'introduction de smartphones équipés de puces 3G. Sans oublier de citer le précédent grave des candidats «lettres et philosophie» en 2013, qui s'étaient adonnés à la triche, allant jusqu'à frapper et menacer les surveillants. Ils avaient défié tout le monde. Inquiète par l'étendue de la fraude durant les examens de fin d'année la ministre de l'Éducation a affiché sa volonté de sévir. Elle a affirmé, à maintes reprises, qu'elle comptait éradiquer ce phénomène, tout en annonçant la nécessité d'introduire des réformes le plus vite possible au sein de l'école algérienne. Pour elle, il est impossible «de passer sous silence» ces débordements. «Des mesures draconiennes seront prises par le ministère en 2016 pour éviter ce type de comportements, notamment, par l'utilisation des nouvelles technologies de communication», avait-elle averti. Les services du ministère de l'Éducation nationale comptent intervenir en amont pour sensibiliser les élèves sur les risques encourus en cas de fraude. A cet effet, Nouria Benghebrit a annoncé le lance-



Piv/DR

ment «prochain» d'une campagne de sensibilisation. Dans une émission sur les ondes de la radio de Relizane, au terme de sa visite dans la wilaya, la ministre a souligné que son département ministériel était en phase de préparation d'une campagne nationale ciblant les élèves et les parents pour les sensibiliser sur la lutte contre le phénomène de la fraude aux examens, devenue de plus en plus fréquente dans les établissements scolaires. M^{me} Benghebrit a affirmé qu'en dépit des méthodes et technologies sophistiquées utilisées dans la fraude, le secteur de l'Éducation était déterminé à combattre ce phénomène. «L'élève qui introduit un téléphone portable dans une salle d'examen a l'intention de frauder», a-t-elle estimé, tout en mettant en garde d'éventuels fraudeurs : «La peine sera lourde

et affectera la vie de ces derniers». Par ailleurs, la ministre a indiqué que le taux d'établissement de la carte d'identité biométrique pour les candidats aux examens du baccalauréat a dépassé les 94% au niveau national, saluant le rôle des walis dans la réussite et l'avancement de cette opération inscrite dans le cadre de la numérisation du secteur et du service public. Par ailleurs, la ministre a indiqué que «les concertations avec la direction générale de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale autour de la convention qui sera signée prochainement avaient pris fin». Elle a ajouté, à ce propos, que cette convention visait à instaurer un climat de stabilité et de sécurité en milieu scolaire en impliquant les directeurs et inspecteurs pour un rôle plus important dans le seul intérêt de l'élève. La ministre a assuré,

dans ce sens, que l'Etat s'était engagé à garantir la sécurité aux élèves à l'intérieur et à l'extérieur des établissements scolaires, pour leur permettre de suivre leurs études dans de meilleures conditions. Elle a annoncé, à cette occasion, le lancement prochain d'une étude sur «la drogue en milieu scolaire» qui sera menée avec la coordination de l'Office national de lutte contre les stupéfiants et la toxicomanie au niveau de 400 établissements scolaires des cycles moyen et secondaire à l'échelle nationale. Cette étude reposera sur des «méthodes scientifiques» et «sera sanctionnée par des recommandations visant à exhorter les parents à accompagner leurs enfants afin d'endiguer ce phénomène», a-t-elle conclu.

M. B.

Boudiaf au sujet de «TUNISIA Health Expo» :

«Une occasion pour promouvoir l'industrie pharmaceutique algérienne»

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a indiqué mardi à Tunis que la participation algérienne à la 4^e édition du Salon du secteur de la santé «TUNISIA Health Expo», prévu du 2 au 5 mars, serait une occasion pour «promouvoir» l'industrie pharmaceutique algérienne (médicaments et équipements médicaux).

«L'Algérie ambitionne de s'ériger en pôle de l'industrie pharmaceutique au niveau continental, vu les moyens humains et matériels dont elle dispose pour réaliser cet objectif», a précisé le ministre dans une déclaration à l'APS, soulignant sa volonté de «renforcer le partenariat avec la Tunisie et d'œuvrer à la réalisation de la complémentarité entre les

deux pays dans le secteur de la santé».

M. Boudiaf a indiqué œuvrer pour trouver les mécanismes à même de faciliter la commercialisation et le transport des produits médicaux fabriqués en Algérie vers les autres pays y compris la Tunisie, en insistant sur «le principe de réciprocité».

Ce Salon, qui verra la participation de plus de 40 exposants, permettra aux investisseurs algériens d'établir des contacts avec leurs homologues tunisiens et de promouvoir l'industrie pharmaceutique nationale, a-t-il dit.

Il constituera «une opportunité pour les producteurs algériens de promouvoir leurs produits et de les faire connaître auprès des autres exposants et aux visiteurs», a-t-il ajouté.

M. Boudiaf discutera avec son homologue tunisien, Saïd Aïdi, sur les différentes expériences algériennes, notamment en matière de réformes du secteur de la santé. «Ces réformes sont des indicateurs positifs, car toutes nos initiatives sont favorablement accueillies par les professionnels du secteur de la santé», a-t-il précisé.

Lors de son séjour en Tunisie, M. Boudiaf visitera le centre national pour la promotion de la transplantation d'organes (CNPTO) et le centre de greffe de la moelle osseuse, outre l'inauguration avec son homologue tunisien du Salon «TUNISIA Health Expo», et ce, avant l'ouverture de «la journée de l'Algérie» au sein du même Salon.

Yanis F./APS

— Dans un contexte mondial sécuritaire et économique instable —

Chassé-croisé diplomatique à Alger

■ Dans un contexte de choc économique avec la chute des prix du pétrole et d'autre part, les défis sécuritaires, la menace terroriste, dont la situation en Libye, l'Algérie connaît une grande sollicitation sur le terrain diplomatique.



Par Nacera Chennafi

L'Algérie comme tous les pays exportateurs de brut est affectée par la chute des prix de l'or noir et dans ce cadre, elle a engagé depuis la fin 2014, des pourparlers avec les pays producteurs, dont ceux qui ne sont pas membres de l'Opep. Cependant, en dehors du dernier accord russo-saoudien, les prix du brut ne connaissent toujours pas un vrai décollage. D'autre part, les responsables algériens cherchent à convaincre leurs partenaires d'investir en Algérie, qui ambitionne d'arriver à une vraie économie diversifiée.

Par ailleurs, l'Algérie qui a un rôle régional important et comme tous les pays de la région a des inquiétudes par rapport à la grave évolution que connaît la Libye avec la montée de l'activité terroriste par les différents groupes, dont ceux qui s'autoproclament État islamique ou bien Daech infiltrés dans ce pays voisin. En plus de la situation dramatique que vit le peuple

libyen depuis maintenant plus de quatre ans, le risque d'une intervention militaire étrangère justifiée par la lutte contre le terrorisme et Daech inquiète les pays de la région dont l'Algérie qui affirme que toute action ou lutte contre le terrorisme ne doit pas se faire en dehors du cadre de la légitimité internationale et de la souveraineté de la Libye. Une position qui indique lors de la visite, il y a quelques jours du Sous-secrétaire d'État américain chargé des Affaires politiques, Thomas Shannon, que les Américains ont mené un raid dit précis contre les camps de Daech. C'est dans ce contexte donc économique et sécuritaire qu'Alger connaît une importante chassé-croisé diplomatique. Dans ce cadre, on peut citer la visite du ministre portugais des Affaires étrangères, Augusto Santos Silva, qui a été reçu dimanche dernier par le Président Bouteflika. A l'issue de cette audience, il a affirmé que le Président Bouteflika, «reste un grand ami du Portugal». Il a relevé également que les deux pays partagent des «positions com-

munes» au sein des organisations internationales. Lundi, Alger avait reçu le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, dans le cadre d'une visite de travail en Algérie à l'invitation du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra.

A l'issue de ses entretiens avec le Président Bouteflika, le chef de la diplomatie russe a, ainsi, fait part de l'«attachement» de son pays et de l'Algérie à la déclaration de ce partenariat stratégique. M. Lavrov a assuré, au sortir de sa rencontre avec M.Lamamra, que l'objectif principal de sa visite consistait à s'entendre «sur l'ensemble des mesures concrètes permettant de mettre en œuvre la déclaration de partenariat stratégique qui a été signée en 2001 entre la Russie et l'Algérie, à l'occasion de la visite du président de la République, Abdelaziz Bouteflika à Moscou».

M. Lavrov a indiqué, en outre, que son pays accordait une attention «particulière» à la mise en œuvre de ce partenariat stra-

tégique, en particulier, a-t-il dit, «la création des conditions favorables à notre partenariat stratégique, au vu des problèmes qui existent dans la région du Proche-Orient».

Au plan international, il a affirmé avoir «beaucoup apprécié» les efforts déployés par l'Algérie pour résoudre les crises en Libye et au Mali et, de manière globale, dans la région du Sahel, relevant que les «analyses» et les «approches» algériennes et russes dans la résolution de ces problèmes sont «proches ou convergentes». M. Lavrov a fait part, dans le même cadre, de la reconnaissance de son pays envers «nos amis Algériens», a-t-il dit, pour le soutien qu'ils «ont apporté» au groupe international d'appui à la Syrie, coprésidé par son pays et les Etats-Unis.

D'autre part, la visite du ministre allemand de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne, Thomas de Maizière, a permis d'«aborder, en particulier, les relations bilatérales et un échange de vues sur les questions internationales». Pour le ministre de l'Intérieur, Nouredine Bedoui, son entretien avec son homologue allemand est «positif» dans la mesure où il vise à développer les relations bilatérales dans divers domaines, notamment la lutte contre le terrorisme et l'échange d'informations. Le ministre allemand a évoqué le rapatriement en Algérie des ressortissants algériens qui se sont introduits en Allemagne de manière clandestine et qui n'ont, a-t-il précisé, «aucune perspective d'obtenir un permis de séjour». Il a indiqué que «les détails relatifs à leur rapatriement seront abordés par les services de sécurité des deux pays».

Alger sera aussi la destination dans les prochains jours du Secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon et qui se rendra le 5 mars aux camps de réfugiés sahraouis de Tindouf.

N. C.

Coopération

Le ministre angolais des Relations extérieures en visite de travail en Algérie

Le ministre des Relations extérieures de l'Angola, Georges Rebelo Chikoti, effectue une visite de travail en Algérie dans le cadre du renforcement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, indique mardi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

M. Chikoti a entamé sa visite par un séjour à Constantine «Capitale de la culture arabe», où il s'est rendu aux sites culturels et historiques de Cirta et visité également les principaux complexes industriels de la ville, a précisé la même source.

Le ministre angolais est attendu à Alger à

partir de mercredi où il «procèdera avec ses interlocuteurs algériens à une évaluation de l'état des relations algéro-angolaises dans la perspective de leur renforcement et de la dynamisation de la coopération stratégique bilatérale dans tous les secteurs porteurs de développement pour les deux pays», ajoute le communiqué.

Cette rencontre «permettra également aux deux parties d'échanger leurs vues et analyses sur les questions liées à l'actualité régionale et internationale, notamment les crises en Afrique et au Proche-Orient, l'évolution du marché pétrolier international ainsi

que la question du Sahara occidental». Le rôle que devraient jouer les pays africains à l'occasion de leurs mandats au sein du Conseil de sécurité «fera également l'objet d'un examen approfondi à l'occasion de ces entretiens», souligne le communiqué.

Pour rappel, l'Angola occupe un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2015-2016.

La visite du chef de la diplomatie angolaise en Algérie intervient à l'invitation du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

R. N.

LA QUESTION DU JOUR

Guerre des mémoires entre RND et FLN

suite de la page Une

Le fait est que si le RND avait pleinement réalisé les objectifs qui lui étaient assignés à sa naissance, il ne serait pas aujourd'hui en quelque sorte la force d'appui du FLN, mais le seul représentant du courant nationaliste dont ils se réclament tous les deux. Ce serait donc une erreur de prendre au mot Saidani quand il déclare ne pas avoir confiance en Ouyahia. En fait, c'est le FLN qui se méfie du RND, et pour cause. On vient de rendre justice au FLN, l'équité commande de faire de même pour le RND. Ce n'est pas parce qu'il a manqué de qualités adéquates, d'intelligence politique, qu'il n'a pas concrétisé le programme inscrit dans ses gènes, mais parce que le cours politique pris par le pays lui a été contraire, et cela à peine deux années après sa naissance en bonne et due forme. Le départ de Liamine Zeroual et la venue de Abdelaziz Bouteflika en 1999 ont stoppé net son élévation, le condamnant depuis à un rôle secondaire par rapport à celui du FLN. Le prédécesseur de Bouteflika n'avait pas de parti, mais il était clair qu'il préférerait le RND au FLN. Il serait resté plus longtemps au pouvoir, le FLN serait peut-être aujourd'hui une pièce à visiter dans un musée. Autre justice qu'il faut rendre au RND : contrairement à ce que feint de croire le FLN, il n'est pas une création de l'administration, mais le produit d'un réel mouvement politique, le plus important qui soit après le mouvement national ayant débouché sur l'indépendance de l'Algérie, celui des patriotes qui ont pris les armes pour briser, aux côtés de l'ANP, peut-être la plus grande vague terroriste de toute l'histoire. Tout autre parti que le FLN qui aurait connu un fourvoiement de cette dimension se serait sabordé lui-même. Il n'aurait pas attendu qu'on lui fasse un enfant dans le dos. C'est Bouteflika qui a sauvé le FLN d'une mort quasi certaine, en acceptant de devenir son président. On doit cependant à la vérité de dire que ce n'est pas tout le FLN qui était sur la ligne adoptée à l'époque par sa direction. On sait en particulier que son actuel secrétaire général ne s'y reconnaissait pas. Il aurait pu donc devenir membre du RND, étant donné que celui-ci est en réalité une scission du FLN. C'est peut-être là un deuxième motif pour Saidani de personnaliser ses différends avec Ouyahia. Comme peut-être il s'en est fallu de peu que lui-même ne passe au RND, il préfère aujourd'hui réserver ses attaques à la seule personne de ce dernier. Ou plus exactement, aux seules ambitions présidentielles de Ouyahia, même si en apparence il ne s'agit que de l'empêcher de redevenir Premier ministre.

M. H.

Leur polyclinique fonctionne au ralenti/Béjaïa

Des citoyens de Tamokra en colère

■ Des dizaines de citoyens de la commune de Tamokra ont tenu hier un rassemblement devant le portail du siège de la direction de la santé de la wilaya qu'ils ont bloqué à l'occasion.

Par Hocine Cherfa

Ces derniers voulaient exprimer à travers cette action leur mécontentement face aux carences qui touchent «la polyclinique» de la commune qui

Protection civile/Constantine Simulation de secours à une personne ayant chuté d'un pont

UN EXERCICE simulant une opération de secours à une personne ayant chuté d'un pont a marqué, mardi à Constantine, la célébration de la Journée internationale de la Protection civile, fêtée le 1^{er} mars de chaque année, a-t-on constaté.

L'exercice de simulation, destiné à évaluer le degré de préparation des sauveteurs de la Protection civile, a été exécuté par le Groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP), en présence d'un public nombreux, admiratif devant la compétence et les performances des éléments de ce corps constitué. La simulation, qui relève d'une spécialité distinctive de la ville du Vieux Rocher qui se caractérise par un relief particulier et la présence de 8 ponts, a mis à contribution une vingtaine de pompiers qui sont parvenus à sauver la vie d'un citoyen qui venait de se jeter d'un pont, selon le scénario de la manœuvre.

Les secouristes ont fait usage de la technique dite des «secours sous-pont» qui nécessite des compétences particulières en matière d'escalade de parois abruptes, les sauveteurs devant maîtriser les aléas du vent, l'effet pendule et la sensation du vide.

Au cours de l'année 2015, il a été enregistré, à Constantine, trois suicides de personnes s'étant jetées du pont suspendu de Sidi-M'cid et deux cas de tentative de suicide. Placée sous le signe «la Protection civile et les nouvelles technologies de l'information», la Journée mondiale de ce corps constitué a aussi donné lieu à des «portes ouvertes» organisées dans onze unités des différentes communes de la wilaya, a indiqué le responsable de la communication, Nouredine Tafer. Par ailleurs, le bilan annuel des activités de la Protection civile dans la wilaya de Constantine a été présenté à cette occasion au centre avancé Abdelmadjid-Boumaâza (centre-ville), où il a été indiqué que les éléments de ce corps ont eu à intervenir à 30 000 reprises au cours de l'exercice écoulé.

Hania T.

prend en charge les populations de 10 villages, de surcroît enclavés. Pour les protestataires, «la situation se dégrade de plus en plus, en dépit des tentatives antérieures visant à attirer l'attention des autorités sur la nécessité de doter cette polyclinique en moyens humains et matériels pour soulager un tant soit peu les malades des déplacements vers les hôpitaux d'Akbou et Sidi-Aïch». Ce centre de santé fonctionne avec un médecin généraliste et deux infirmiers, ce qui est très insuffisant, selon les manifestants qui exigent une ouverture H24 de ce centre de santé. «Absence d'un service maternité, absence de radiologie et d'analyses médicales et manque d'ambulance pour l'évacuation des malades», sont, entre autres, les points qui soulèvent la colère des villageois qui ont décidé de faire le déplacement et le faire savoir au nouveau DSP. Les protestataires estiment que «la couverture médicale dans cette région est quasi nulle», il y a donc urgence à prendre des mesures afin de mettre fin aux manques et soulager les malades de la région des va-et-vient entre leur commune et les hôpitaux d'Akbou et autres de la région. Hier, les mécontents étaient déterminés à maintenir le blocus si des engagements concrets ne sont pas pris par les autorités sanitaires de la wilaya en faveur de la commune. Des étudiants ont tenu également un rassemblement hier devant le siège de la direction des œuvres universitaires (DOU). Ils répondaient à l'appel de la Coordination locale des étudiants (CLE) qui a dressé un tableau noir de la situation dans les résidences «U» à Béjaïa, relevant «la dégradation des conditions sociales au niveau des résidences, les restrictions des libertés démocratiques des étudiants,



Ph/DR

les décisions bureaucratiques et unilatérales adoptées par les responsables et la résurgence des pratiques et des méthodes de corruption». Ils parlent aussi de «la surcharge dans les chambres d'hébergement, le manque de matelas, une restauration insuffisante, infecte, anarchique et la réduction de plusieurs repas, l'absence de matériels, des menus mal élaborés et un staff dirigeant incompetent, une organisation des plus catastrophiques du transport». Des étudiants ont pris la parole pour

dénoncer «la réduction des bourses, des années de séjour, l'assignation des étudiants grévistes en justice, la violation des franchises universitaires...etc.». Ils ont dénoncé également «la remise en cause des acquis des étudiants dont le droit à une prise en charge décente, le droit au savoir, à la parole, le droit de s'organiser». Preuve en est, selon eux, «l'interdiction de la tenue de certaines activités politiques au niveau des résidences 7-Octobre 1961 de Targa Ouzemmour, et précédemment

les "1000 lits"». Selon eux, «ces décisions visent à détruire l'université, restreindre la liberté des étudiants, étouffer tout esprit critique». Un autre rassemblement de protestation a été tenu par des dizaines d'enseignants contractuels et vacataires, exerçant dans les trois cycles de l'éducation (primaire, moyen et secondaire). Ces derniers ont convergé vers le siège de la direction de l'éducation pour la énième fois afin de réclamer leur «intégration dans des postes permanents sans voie de concours», comme l'a souligné ces derniers jours la ministre de l'Education. Ils ont exigé aussi le paiement de leurs arriérés de salaires et le versement des primes. Pour eux, «la tutelle doit prendre en compte nos nombreuses années d'expérience en tant que contractuels et notre engagement dans le secteur». Un engagement qu'«on veut anéantir aujourd'hui», dira un enseignant. H. C.

Tizi Ouzou

Des motards secouristes bientôt opérationnels

La Protection civile renforcera sa couverture dans la wilaya de Tizi Ouzou en 2016, par la mise en service de deux nouvelles unités dans les communes de Makouda et Azzefoune. Celle de Makouda de type secondaire et celle d'Azzefoune de type marine. Actuellement, quelque 12 unités sont opérationnelles couvrant les 21 daïras de la wilaya. Durant l'année 2016, la Protection civile de Tizi Ouzou verra l'entrée de deux motards secouristes en plus de la

réception d'une dizaine de camions et autres véhicules d'intervention.

Néanmoins, les services de la Protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou espèrent la levée du gel qui frappe le programme de réalisation d'une dizaine de postes avancés pour combler le déficit en matière de couverture du vaste territoire de la wilaya. A ce propos, il y a lieu de signaler que certaines unités de daïra couvrent plus d'une daïra, à l'image de Tizirt, assurant aussi celle de

Makouda, Larbaa Nath Irathen, Tizi Rached, Draâ Ben Khedda, Maatkas, Ouacifs, Beni Yenni, Ain El Hamam, Iferhounene, Azazga et Mekla.

S'agissant du bilan des unités de la Protection civile dans la wilaya durant l'année 2015, il a été fait état de 27 433 sorties de secours pour 24 687 interventions.

Hamid M.

Theniet El Had

Le ski fait sa réapparition au Parc national des cèdres

La pratique du ski fait sa réapparition au Parc national des cèdres de Theniet El Had (Tissemsilt), après une éclipse de longues années, et ce, à la faveur des fortes chutes de neige durant toute la journée de dimanche, a-t-on appris lundi de la maison du parc.

Des jeunes d'Alger en séjour

à la forêt d'El Medad ont profité des conditions climatiques pour «slalomer» au milieu d'un espace naturel féérique, suivis dans leur mouvement par des jeunes et des élèves de Theniet El Had.

La visite de cette délégation de jeunes d'Alger, dont 3 adeptes de sports de montagne, entre dans le cadre du program-

me de la maison du parc pour développer la pratique de ces sports à la forêt des cèdres.

Le programme de ce séjour des Algérois, qui s'étale jusqu'à aujourd'hui, prévoit du cyclisme de montagne, une randonnée dans la forêt d'El Medad et une visite à la maison du parc national.

Pour sa part, la maison du Parc national des cèdres de Theniet El Had a entrepris des démarches pour créer, à court terme, un club de ski qui regroupera des adeptes de cette discipline parmi les adhérents des établissements de jeunes, a-t-on indiqué.

R. D.

Produits alimentaires

Recul général des prix à l'importation

■ Les prix moyens des produits alimentaires importés par l'Algérie ont, dans l'ensemble, diminué durant l'année 2015 par rapport à 2014, selon le ministère du Commerce. Cette baisse s'explique par le recul des prix à l'importation des poudres de lait (-42%), suivies des sucres roux et blanc (-18%), des viandes (-15%), des différentes huiles (entre -3% et -22%), des céréales, semoule et farine (-3,7%).

Par Yanis G.

Ainsi, le prix moyen à l'importation de la poudre de lait a baissé à 2 775 dollars/tonne en 2015 (contre 4 817 dollars en 2014). Le prix d'achat du blé tendre a reculé à 239 dollars/tonne (contre près de 292 dollars/t), tandis que le maïs a baissé à 197 dollars/t (contre 237 dollars). Par contre, le prix à l'importation du blé dur a augmenté à 444 dollars/t (contre 396 dollars/t). Le prix d'achat moyen du sucre roux est passé à 346 dollars/t (contre 423 dollars/t), alors que le sucre blanc a diminué à 503 dollars/t (contre 614 dollars). Les prix de cinq variétés d'huiles brutes ont également enregistré des baisses : l'huile de palme a diminué à 705 dollars/t (contre 903 dollars), l'huile de soja à 746 dollars/t (contre 906 dollars), l'huile de tournesol à 853 dollars/t (contre 887 dollars) et l'huile de coco à 1 285 dollars/t (contre 1 324 dollars). Les prix d'autres huiles alimentaires brutes ont, cependant, augmenté de 93% à 4 512 dollars/t (contre près de 2 340 dollars). Outre le blé dur et certaines catégories d'huiles brutes, les autres produits alimentaires qui ont connu une hausse des prix à l'importation sont essentiellement les amandes (+47%), les lentilles (+29%), le double concentré de tomate (+22%), le café torréfié (+22%), l'ail (+18%), les crustacés congelés (+9%), les viandes bovines congelées (+8%), le thé (+3%) et les pâtes alimentaires (+14%). L'analyse des prix élaborée par le ministère du Commerce aborde également les prix à l'importation du ciment. Il est constaté que le prix moyen



de ce produit de construction a enregistré des baisses oscillant entre -3% et -20% selon les catégories de ciment. Concernant la répartition détaillée des importations par opérateur économique pour les produits alimentaires de large consommation et le ciment, il est relevé qu'en 2015, les deux offices de régulation, l'Office national interprofessionnel de lait (Onil) et l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), ont dominé les importations de poudre de lait et des blés respectivement. Ainsi, l'Onil a importé 189 910 tonnes de poudre de lait destinées à la transformation (53% des quantités globales importées), tandis que les 47%

restants ont été répartis entre 13 principaux importateurs privés. Les pays fournisseurs de l'Algérie en poudre de lait sont au nombre de 20 dont les 5 premiers sont la Nouvelle-Zélande (42,4% des importations), la France (17,8%), la Belgique (9,5%), la Pologne (7,7%) et l'Uruguay (5,8%). Pour les blés dur et tendre, l'Oaic a réalisé la quasi totalité des quantités importées avec l'achat de plus de 8 millions de tonnes en 2015 (94,7% du volume global importé). Quant aux importations du maïs, elles ont été effectuées principalement par 10 sociétés privées à hauteur de 90% du total importé, tandis que l'Office national de régulation (Onab) est

intervenu sur le marché du maïs avec 3% seulement des importations globales. Pour les huiles alimentaires brutes dont les importateurs sont au nombre de six, une société privée est demeurée en position dominante avec 54% du total importé en 2015. En matière d'importation de sucre, sur les 11 principaux importateurs, la même société privée est demeurée dominante à la fois pour le sucre roux en assurant 91,2% du total importé pour une quantité de plus de 1,5 million de tonnes (523 millions de dollars), ainsi que pour le sucre blanc avec 43% des importations pour une quantité de 100 310 tonnes (50 millions de dollars). Concernant le café non torréfié,

les principaux importateurs sont au nombre de sept avec 52% du total des importations lesquelles ont été de près de 129 000 tonnes pour une facture de près de 292 millions de dollars. Six autres principaux importateurs ont couvert 76% des importations de café torréfié, estimées à 394 tonnes pour plus de 5,2 millions de dollars. Pour ce qui concerne les importations du ciment, établies à près de 6,6 millions de tonnes pour un montant de 473,5 millions de dollars en 2015, elles ont été réalisées à hauteur de 38% par 10 opérateurs privés dont 5 ont effectué 31% de ces importations (2 millions de tonnes).

Près de 430 millions de dollars d'importations de fruits frais et secs

En ce qui concerne les importations de fruits frais, constituées essentiellement de 4 produits, elles se sont chiffrées à près de 284 millions de dollars : 181 millions de dollars pour les bananes, 99,5 millions de dollars pour les pommes, 1,8 million de dollars pour le raisin frais et 1,6 million de dollars pour le citron. Quant à la facture des principaux fruits secs, elle s'est établie à plus de 144 millions de dollars : 62 millions de dollars d'arachides, 41 millions de dollars d'amandes, 25 millions de dollars de raisins secs, 10,5 millions de dollars de pruneaux secs et 6,1 millions de dollars d'abricots secs. Par ailleurs, l'Algérie a importé pour près de 16 millions de dollars de légumes frais dont 15,7 millions de dollars d'ail et 40 350 dollars d'oignon.

Y. G.

Hydrocarbures

Le P-DG de Sonatrach promet une hausse de la production en 2016

Le P-DG de Sonatrach, Amine Mazouzi, a promis de boucler l'année 2016 avec une nette croissance de la production en hydrocarbures après plusieurs années de repli. Dans une déclaration en marge d'une tournée qu'il a menée à Constantine, Ghardaïa et Hassi Messaoud, M. Mazouzi a, certes, reconnu que l'année 2015 a été marquée par une poursuite de la baisse de production primaire en hydrocarbures par Sonatrach, mais il a souligné que cette baisse n'a pas empêché le groupe d'atteindre ses objectifs en termes de production. «Pour 2015, nous étions pratiquement en baisse (de production), mais cette baisse était prévisible et nous avons quand même réalisé à 100% nos objectifs», a-t-il déclaré depuis Ghardaïa. «En 2016, il y aura une hausse assez importante de production (d'hydrocarbures) et

cette hausse s'est déjà faite ressentir avec les résultats obtenus à fin février où les objectifs de production sont atteints à 100%», a assuré M. Mazouzi. «Vers la fin 2016, nous allons certainement dépasser les prévisions», a-t-il promis. Selon lui, ces projections de reprise de la production, qui devrait marquer la rupture avec près d'une décennie de repli, est «liée dans une large mesure à des investissements mineurs qui ont permis surtout d'optimiser les ressources en pétrole et gaz déjà existantes, tout en réduisant les coûts de ces investissements». «Nous avons pu donc réussir le défi d'optimiser la production à moindre coût», s'est félicité M. Mazouzi. Le patron de Sonatrach qui n'a pas voulu divulguer les chiffres définitifs de production pour l'exercice précédent, a néanmoins avancé plusieurs exemples de gisements pétro-

liers et gaziers où l'optimisation des ressources avec des investissements «marginiaux» ont permis de tirer la production vers le haut. Il s'agit notamment de Hassi R'mel qui a enregistré une hausse de 7 millions de mètres cubes par jour de gaz, soit l'équivalent d'un gisement moyen. Cette progression a permis de dépasser les objectifs de production en atteignant un taux de réalisation de 103%. Pour Hassi Messaoud, le plus grand puits pétrolier en exploitation, le même procédé a permis de porter la production de cet immense gisement à 47 000 tonnes par jour, soit une hausse de plus de 4 000 tonnes, «une performance qui n'a pas été réalisée depuis de longues années», a-t-il soutenu. De même pour le gisement d'Oued Ennoumer (sud-est du chef-lieu de Ghardaïa) avec une réalisation de 105% par rapport

aux objectifs assignés et une production supplémentaire de 4 000 barils par jour. Il s'agit aussi du complexe gazier de Tiguertourine dont la remise en marche du train N3 sera avancée au mois d'avril prochain au lieu de juin après plus de trois ans à l'arrêt suite à l'attaque terroriste qui a ciblé ce site en janvier 2013. Le P-DG de Sonatrach a, en outre, fait savoir que des accords seront signés dans les tout prochains jours avec des partenaires étrangers pour la réalisation de trois nouvelles raffineries à Hassi Messaoud, Biskra et à Tiaret. «Il est vrai que ces trois projets ont pris énormément de retard, mais la signature de ces contrats va permettre de les transformer en une réalité», a-t-il assuré. Les trois raffineries en question font partie d'un programme global de pétrochimie qui porte sur l'augmentation de la production natio-

nale en carburants et produits pétroliers à 60 millions de tonnes par an à l'horizon 2019, contre 27 millions de tonnes actuellement. Par ailleurs, le P-DG de Sonatrach a inauguré, lors de sa tournée, trois infrastructures à caractère socioprofessionnel, à savoir un centre médico-social dans la ville nouvelle Ali-Mendjeli à Constantine d'une capacité d'accueil de 12 000 personnes, un centre de détente pas loin de la station thermique de Zelfana (Ghardaïa) composé d'une vingtaine de chalets équipés de toutes les commodités et un centre de médecine de travail et de soins à Hassi Messaoud (Ouargla) qui peut accueillir jusqu'à 20 000 patients. Lors de ces différentes haltes, M. Mazouzi a donné des instructions pour ouvrir ces équipements de soins et de détente à la population.

Souad L./APS

Ghardaïa

Concrétiser sur le terrain les dispositifs de soutien à l'agriculture

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ahmed Ferroukhi, a exhorté depuis El-Menea (Ghardaïa), les agriculteurs à concrétiser sur le terrain les différents dispositifs de soutien à l'agriculture.

Salim L./APS

S'exprimant devant des agriculteurs et des investisseurs de la wilaya de Ghardaïa, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de concrétiser sur le terrain les différents dispositifs de soutien à l'agriculture mis en place par les pouvoirs publics pour un accroissement de la production répondant aux exigences du marché local et tournée vers l'exportation. M. Ferroukhi a, à ce titre, mis en exergue les mesures d'accompagnement technique, financier et réglementaire, préconisé par l'Etat pour permettre justement l'émergence d'une agriculture durable et équilibrée dans les zones qui recèlent un potentiel agricole important. Les pouvoirs publics ont créé les



Ph. > D. R.

conditions «les plus favorables» pour l'investissement agricole, à travers la facilitation d'accès au crédit et la mise à contribution des dispositifs du microcrédit et d'insertion des jeunes diplômés dans le secteur, a encore soutenu le ministre. M. Ferroukhi a appelé aussi les responsables locaux du secteur à favoriser la formation appliquée sur le terrain au profit des agriculteurs, selon les spécificités des régions, pour l'acquisition du savoir-faire permettant d'*améliorer qualitativement et quantitativement la production agricole, afin de la*

rendre rentable et compétitive. «Toutes les conditions ont été réunies pour promouvoir l'investissement agricole et encourager les agriculteurs productifs et créateurs de richesses», a-t-il souligné dans ce cadre. S'adressant aux agriculteurs locaux, il a estimé que la région Sud de la wilaya de Ghardaïa, à savoir El-Menea, constitue un «pôle important de l'agriculture saharienne», pour lequel il appartient de réunir les conditions d'amélioration de ses rendements et choix des cultures, tout en veillant à une utilisation

rationnelle de la ressource hydrique. Lors de cette tournée de travail, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a visité une exploitation agricole située à une cinquantaine de kilomètres au sud d'El-Menea, une autre à Hassi-Lefhal (120 km au sud de Ghardaïa), avant d'aller visiter une mini-laiterie à Métili (45 km au sud de Ghardaïa). Il doit présider dans la soirée une rencontre au siège de la wilaya avec les responsables locaux de son secteur.

S. L./APS

Biskra

Quinze nouveaux périmètres agricoles destinés aux grands investissements

Quinze nouveaux périmètres agricoles totalisant une superficie de 26 900 hectares viennent d'être créés dans la wilaya de Biskra afin de «favoriser les grands investissements», a-t-on appris auprès de la direction Ides services agricoles (DSA). Ces espaces offriront des opportunités d'investissement dans le monde de l'agriculture et permettront de concrétiser de grands projets dans la filière, dans une wilaya réputée pour être devenue un important jardin potager connu pour ses primeurs, a précisé le directeur des services agricoles, Aïssa Derbali, citant des activités telles que la production céréalière et la culture sous serres. Outre de

permettre des investissements directs, ces nouveaux périmètres, dont la création avait été validée par la commission de wilaya d'orientation du développement agricole, permettront également «la création d'activités agricoles intégrées» à l'image de la culture de palmiers-dattiers, des chaînes de conditionnement et des chambres froides. Les investisseurs «ont toute latitude de choisir le créneau d'investissement» a ajouté M. Derbali, précisant toutefois que la wilaya œuvre à préserver le cachet agricole de la capitale des Ziban en encourageant la culture des palmiers. S'inscrivant dans le cadre des efforts de développement du secteur

agricole et de domiciliation de grands projets d'investissement dans la région, la création de ces nouveaux périmètres, localisés à travers 9 communes de la wilaya, vise aussi «la diversification de la production agricole et la promotion de la filière agroalimentaire, tout en contribuant aux efforts déployés pour la sécurité alimentaire du pays», a souligné le DSA. Pour rappel, la wilaya de Biskra, dont la superficie totale est de 2,15 millions d'hectares, dispose d'une superficie agricole totale (SAT) de 1,65 million d'hectares et d'une surface agricole utile (SAU) de 185 473 hectares dont près de 104 000 hectares en irrigué.

Fateh J.

Batna/Ghouffi et Kef Laârous

Raccordement de 500 foyers au réseau de gaz naturel

Pas moins de 513 familles résidant dans les localités de Ghouffi et de Kef Laârous, dans la commune de Ghassira (sud-est de Batna), ont été raccordées au réseau de distribution de gaz naturel, au cours de cérémonies présidées par les autorités locales, a-t-on constaté. L'opération qui profite à 267 foyers de Ghouffi et à 246 familles de Kef Laârous, a néces-

sité un investissement public de 71,6 millions de dinars puisé de la seconde tranche du programme quinquennal 2010-2014, a affirmé la responsable du service gaz à la direction de l'énergie, Fayrouz Boutebba.

Avec la mise en gaz des deux villages de Ghouffi et de Kef Laârous, situés non loin des limites administratives de la wilaya de Biskra, le taux de cou-

verture est de 74%, dans la wilaya, selon la responsable.

M^{me} Boutebba a ajouté, au cours d'un exposé sur la situation du secteur de l'énergie présenté au wali au cours de la cérémonie, que 34 autres opérations de raccordement étaient en travaux pour desservir 2 428 foyers, tandis que 17 autres sont en cours d'étude en vue de raccorder, ultérieurement,

3 068 foyers supplémentaires. Le wali de Batna, Mohamed Salamani, a présidé la cérémonie dans le cadre d'une visite de travail qui lui a permis d'inspecter des projets de développement socio-économique dans les communes de Ghassira, d'Arris, de Theniet El Abed, de Menaâ et de Tighargha.

Hani A. /agences

Bordj Bou Arreridj Appel à l'extension du programme des Hauts-Plateaux

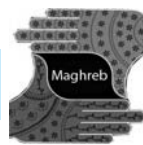
LES PARTICIPANTS à une rencontre sur l'investissement, organisée à Bordj Bou Arreridj, ont appelé à «l'extension du programme spécial de développement des Hauts-Plateaux à toutes les communes de la wilaya pour booster l'investissement». Ce programme qui consent des avantages importants à l'investissement doit être étendu aux 26 communes de la wilaya, a suggéré Hocine Benhamadi, président de la délégation locale du Forum des chefs d'entreprise (FCE), initiatrice de la rencontre avec la collaboration de l'APW. La mesure proposée est «de nature à booster l'investissement», a indiqué M. Benhamadi, en marge de la rencontre, appelant également, pour «attirer davantage d'investisseurs», à «l'aménagement de nouvelles zones industrielles le long de l'autoroute Est-Ouest» qui traverse la wilaya de Bordj Bou Arreridj sur 29 km. L'opérateur a aussi estimé que le fait de vouer les zones industrielles à une seule activité «ne sert pas l'investissement». Selon le président de l'APW, Abdelfateh Djoudi, la rencontre s'inscrit dans le cadre de la «promotion de la démocratie participative» et du soutien de la dynamique d'investissement dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj.

A.L.

Guelma Lancement d'une opération de distribution de 390 logements

Une opération de distribution de 390 logements publics locatifs (LPL) a été entamée dans la wilaya de Guelma, par la remise symbolique des clefs des appartements à 28 bénéficiaires, a-t-on constaté. Une cérémonie a été présidée à cette occasion, en attendant la remise du reste des clefs mardi, par le wali de Guelma, Fatima-Zohra Raïs, à la maison des jeunes scientifique Salah-Boubnider. Cinq communes de la wilaya de Guelma sont concernées par cette opération de distribution, en l'occurrence Guelma (200 unités), Ain Reggada (70), Ain Makhlouf (50), Oued Cheham (50) et Héliopolis (20), a-t-on indiqué. Il s'agit du deuxième quota de logements à caractère social distribué en moins d'un mois dans cette wilaya où 268 familles avaient bénéficié, en février, de logements du même segment dans les communes de Guelma, de Belkheir, de Medjaz Amar et de Hammam Debagh.

R.R.



Libye

Timide retour à la normale à Sabrata

■ La vie a repris timidement dans la cité libyenne de Sabrata, passé le choc de l'occupation pendant quelques heures du centre-ville par les jihadistes de l'Etat islamique (EI) qui en ont été chassés au prix de violents combats.

Par Asma F./Agences

Cinq jours après un raid américain qui avait détruit un camp de l'EI dans une banlieue de Sabrata faisant 50 morts et tuant probablement un de ses chefs, quelque 200 jihadistes avaient réussi le 24 février à prendre le contrôle du QG des forces de sécurité et de bâtiments de la ville à la faveur d'une attaque nocturne.

Cette première manifestation publique de l'EI dans la cité côtière située à 70 km à l'ouest de Tripoli et les combats entre miliciens et jihadistes qui avaient continué dans ses environs ont poussé les habitants à se terrer chez eux pendant quatre jours. Mais dimanche, au lendemain de l'annonce de la «victoire» des milices, la plupart des marchés ont rouvert leurs portes, de même que les magasins, même si les clients sont encore rares.

Quoique encore timide, la circulation a repris mais les établissements scolaires resteront fermés jusqu'à une «normalisation totale de la situation», selon les autorités locales. Les banques devraient rouvrir cette semaine. «C'était un choc pour tout le monde. (Les jihadistes) étaient dans des maisons à la périphérie de la ville et soudain ils sont apparus dans le centre de Sabrata pour proclamer leur émi-

rat», raconte à l'AFP Mohammad, un commandant d'une milice locale ayant participé aux combats. «Mais nous les avons vaincus et chassés et la vie commence à reprendre son cours normal», poursuit-il en assurant que l'EI «n'a aucune base populaire ici».

La ville de Sabrata est sous contrôle de milices membres de la coalition de Fajr Libya qui s'est emparée en août 2014 de Tripoli puis de régions de l'ouest du pays. Fajr Libya a ensuite installé une autorité parallèle – gouvernement et Parlement – à Tripoli poussant les autorités reconnues par la communauté internationale à s'exiler dans l'est du pays. Depuis la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kaddafi, chassé du pouvoir après une révolte qui a duré huit mois, le pays est livré aux milices formés d'anciens rebelles.

Le chaos en Libye a favorisé la montée en puissance de l'EI qui occupe la ville de Syrte, à 450 km à l'est de Tripoli, et cherche à étendre son influence. A Sabrata, les habitants sont encore sous le choc de l'attaque jihadiste. «Nous étions terrifiés. Nous avons peur pour nos petits et nos familles», dit Oussama al-Jedi, un habitant, rencontré au marché des légumes. «Nous sommes heureux du rétablissement de la sécurité et avec l'aide



de Dieu ils ne reviendront plus», ajoute-il. Le maire de la ville Hussein al-Daoudi a appelé lundi tous les habitants à «faire de sorte que la vie reprenne normalement en ouvrant magasins, boulangeries et sociétés».

«Pas peur de mourir»

A l'entrée de la ville comme à sa périphérie, de nombreux points de contrôle ont été installés, tenus par des miliciens en habit militaire ou civil. Les combattants jihadistes avaient profité du fait que les miliciens et les forces de sécurité relevant de Fajr Libya pourchassaient leurs

camarades dans les environs de la ville pour occuper le centre le 24 février. Des responsables avaient parlé de «cellules dormantes» qui avaient été activées. «La bataille a été dure. Nous avons combattu Kaddafi et d'autres mais cette bataille était complètement différente. Les jihadistes étaient acharnés», souligne le commandant Mohammad. «Ils n'avaient pas peur de mourir et nous non plus (...). Nous avons capturé certains et tué d'autres. Le reste doivent se cacher dans des maisons mais nous les pourchasserons», ajoute-il confiant. Une quarantaine de miliciens qui ont

reçu l'appui de forces venues d'autres régions, ont péri dans les combats. Il n'y a pas de bilan côté jihadiste. Avec les combats et la lutte pour le pouvoir, une solution politique reste difficile alors que l'ONU tente de mettre en place un gouvernement d'union nationale capable de faire face aux jihadistes. Pour résumer, un habitant de Sabrata qui a voulu rester anonyme affirme : «Ce à quoi nous assistons n'est que la conséquence des dissensions politiques. Les hommes politiques en sont les principaux responsables. C'est eux qui ont ouvert la voie aux extrémistes». A.F./Agences

Sahara occidental

Appel à l'ONU pour l'application effective de la légalité internationale

Un groupe d'académiciens et de militants ont exhorté, à Alger, l'ONU et son Secrétaire général à l'application effective des décisions onusiennes sur le Sahara occidental, en vue de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Invités du forum «Echaab», organisé au siège du quotidien, les participants, dont des académiciens, des enseignants et des militants pour la cause sahraouie ont mis l'ONU devant ses responsabilités pour faire avancer le processus de règlement du conflit et de mettre fin aux graves violations perpétrées par l'occupation marocaine à l'encontre des Sahraouis dans leurs propres territoires, allant jusqu'à les qualifier de «crimes contre l'humanité». Intervenant à l'occasion de la commémoration du 40^e anniversaire de la proclamation de la RASD, une date phare dans l'histoire du Sahara occidental, l'universitaire sahraoui Baba Mustapha Sayed est reve-

nu sur l'aspect militant de l'évènement qui a permis de «faire entendre la voix d'un peuple opprimé, victime des pires injustices de la part d'un voisin qui aurait dû lui apporter soutien et réconfort pour lutter contre l'occupation espagnole». «La question sahraouie est la cause de toutes les esprits épris de liberté et de justice, et des défenseurs de la légalité internationale», mettant en garde contre la gravité de la poursuite des attermolements pour son règlement à travers l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination libre et transparent. Il a, d'autre part, averti contre les répercussions de la poursuite de la situation actuelle sur «la stabilité et la sécurité au double plan régional et international». «La célébration par les Sahraouis de cet anniversaire intervient pour mettre en avant la ferme détermination de ces hommes qui a forcé le respect de la communauté internationale et mis les forces occidentales dans une situation inconfor-

table», a-t-il soutenu. Le militant sahraoui a fustigé la position de la France vis-à-vis de la question sahraouie, dénonçant une «complaisance avec le Maroc». «La France est derrière tous les entraves à la cause sahraouie au Conseil de sécurité», a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon dans la région pour constater le mur de la honte des réfugiés

M. Baba Mustapha a souhaité que la visite du Secrétaire général de l'ONU dans les territoires sahraouis y compris occupés, aboutisse à l'application effective des résolutions et décisions de l'instance onusienne sur le Sahara occidental. Il a exhorté la communauté internationale «à assumer dans la transparence l'organisation d'un référendum sur l'autodétermination où le dernier mot reviendra au peuple sahraoui pour le choix de son avenir». «Nous comptons sur l'ONU pour l'application de

la légalité internationale», a-t-il insisté, soulignant que Ban Ki-moon aura lors de sa prochaine visite à constater le mur marocain de la honte et la souffrance des réfugiés sahraouis. L'universitaire Makhlof Sahel, enseignant des relations internationales, a axé son intervention sur la problématique des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés et le pillage systémique des richesses du peuple sahraoui par les autorités d'occupation. Pour cet expert, il s'agit d'un conflit international inscrit au titre de la décolonisation et concerné par la résolution 1514 de l'Assemblée générale des Nations unies sur le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Il a rappelé l'avis consultatif de la Cour internationale de justice en 1975 qui réfute tout lien historique ou social entre le Maroc, en tant que force occupante et les territoires sahraouis occupés. Pourtant, a-t-il soutenu, nous assistons à des violations fla-

grantes des dispositions du droit humanitaire international, notamment la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et la Convention des Nations unies sur les droits politiques et civils de 1966 ou encore la Convention onusienne sur les droits socio-économiques et culturels de la même année (1966). La pratique de la torture contre les Sahraouis, notamment détenus dans les geôles marocaines et les conditions inhumaines d'incarcération illustrent les violations des dispositions de la légalité internationale, particulièrement la Convention de Genève (1949) sur la protection des prisonniers de guerre. Le conférencier est revenu sur l'interdiction faite aux militants sahraouis de quitter les territoires occupés pour plaider leur cause, ainsi que les procès injustes intentés aux prisonniers de Gdeim Izik.

Hatem B./APS

Pakistan

Rassemblements pour l'enterrement d'un islamiste pendu

■ Des dizaines de milliers de partisans d'un islamiste exécuté pour avoir tué un politicien réformateur, se rassemblaient hier à l'occasion de son enterrement à Islamabad, où la police sécurisait les sites sensibles par crainte d'incidents.

Par Ali O.

Des milliers de policiers étaient déployés dans la capitale du Pakistan et la ville voisine de Rawalpindi, notamment le long de l'itinéraire prévu pour le convoi funéraire de l'islamiste pendu lundi, Mumtaz Qadri, ont indiqué des responsables.

Mumtaz Qadri avait été salué comme un «héros» par des islamistes après avoir abattu en 2011 Salman Taseer, gouverneur de la province du Pendjab, car ce dernier était favorable à une révision de la loi sur le blasphème.

Les conservateurs défendent bec et ongles cette loi qui punit de la peine de mort le blasphème, un sujet extrêmement sensible au Pakistan, république islamique de 200 millions d'habitants. Environ 50 000 personnes étaient présentes sur le terrain de Liaquat Bagh à Rawalpindi où se déroulaient les prières funéraires, selon un correspondant de l'AFP sur place.

«Qadri, ton sang déclenchera la révolution», ou «la punition du blasphémateur, c'est la décapitation», scandaient certains des protestataires, tandis que d'autres conspuaient le gouvernement. Quelques centaines d'entre eux étaient armés de batons.

Des Pakistanais sont venus d'aussi loin que Karachi ou Lahore pour assister à l'enterrement.

L'expert Amir Rana a souligné que la décision des autorités d'exécuter Qadri marquait «un moment critique dans l'histoire politique du



Pakistan». «Ils ne laissent pas de place à l'extrémisme au Pakistan», a-t-il estimé, tout en soulignant le risque de faire de Qadri un martyr au yeux des conservateurs.

Pour Khadim Hussain, un participant aux funérailles, «le ministre de la Justice, le chef d'État major et le président doivent craindre le jour où chaque habitant de ce pays sera devenu un Mumtaz Qadri». Un autre sympathisant, Muhammad Ghias, a indiqué être venu de Mansehra dans le nord-ouest pour

assister aux funérailles, avec la conviction que sa participation lui permettrait d'aller au paradis.

La plupart des médias pakistanais ont continué à limiter leur couverture des manifestations, comme ils l'avaient fait la veille.

Lundi, aussitôt répandue la nouvelle de l'exécution survenue à l'aube, des milliers de manifestants étaient descendus dans la rue à

travers le pays pour rendre hommage à Qadri, une mobilisation qui n'avait cependant pas dégénéré.

«Nous avons placé des hommes aux principaux carrefours proches du trajet emprunté par le convoi funéraire et autour des bâtiments sensibles», a indiqué hier à l'AFP un responsable de la police de la capitale, précisant que près de 3 000 policiers étaient dans la rue.

Au moins autant de membres des forces de sécurité étaient déployés à Rawalpindi, selon un autre responsable.

Le personnel des Nations unies a été renvoyé à la maison par crainte d'incident, a indiqué un responsable de l'ONU.

Les écoles et universités sont restées fermées hier, après avoir écourté la journée de classe la veille.

Policier affecté à la protection de Salman Taseer, Qadri avait avoué l'avoir criblé de 28 balles dans le centre d'Islamabad.

L'assassinat du gouverneur du Pendjab avait pétrifié une classe politique locale déjà très frileuse sur toute controverse impliquant la religion d'État.

La loi prévoit jusqu'à la peine capitale pour le blasphème, et de simples allégations valent régulièrement à des personnes souvent pauvres et issues des minorités d'être lynchées par la foule ou prises pour cible par des fanatiques.

Les critiques soulignent que cette loi est souvent instrumentalisée pour régler des différends personnels via la diffusion de fausses accusations.

Liaquat Bagh est un lieu lourd de symboles. C'est là qu'ont été assassinés le Premier ministre Liaquat Ali Khan en 1951, et son successeur, M^{me} Benazir Bhutto en 2007. **A. O.**

Gabon

Ali Bongo Ondimba candidat à un deuxième mandat contre les «privileges indus»

Le chef de l'État gabonais, Ali Bongo Ondimba, a annoncé lundi qu'il sera candidat à un deuxième mandat à la présidentielle prévue au second semestre 2016, promettant de lutter contre les «privileges indus» engendrés au fil des décennies par une économie de rente pétrolière.

«Je vous annonce ma candidature à l'élection présidentielle de cette année», a-t-il déclaré dans une allocution solennelle retransmise par la télévision nationale.

Le chef de l'État était accompagné de son épouse Sylvia et entouré d'ouvriers sur un pont en construction auquel était accroché une banderole proclamant «changeons ensemble», dans la localité forestière d'Ozouri (sud). La date exacte du scrutin n'a pas été annoncée.

Elu en 2009 après le décès de son père Omar Bongo Ondimba, au pouvoir depuis 1967, le président gabonais a assuré vouloir, lors d'un deuxième septennat, «avec un programme pour l'égalité des chances» – «lutter avec détermination contre les privilèges indus et bâtir un meilleur vivre ensemble fondé sur l'inclusion, la méritocratie et la solidarité».

Il a également promis d'œuvrer pour «passer d'une économie de rente à une économie diversifiée». Le Gabon tire l'essentiel de ses ressources de la production pétrolière, même si la production stagne depuis des années et que le prix du baril a drastiquement

chuté. Souvent qualifié d'«émirat du golfe de Guinée», le Gabon a une population d'environ 1,7 million d'habitants. Mais plus d'un tiers de foyers sont très pauvres et vivent dans des logements insalubres, exposés à nombre de maladies.

C'est dans la zone d'Ozouri, à une vingtaine de kilomètres de Port-Gentil, la capitale pétrolière du pays, que la première découverte de brut fut effectuée en 1956 par une compagnie pétrolière française qui devint ensuite Elf, elle même absorbée par Total dans les années 1990.

Dénonçant le «système de privilèges indus» qu'a engendré la rente pétrolière au fil des décennies, M. Bongo Ondimba a ajouté que «rien ne m'a été épargné par les adversaires du changement», allusion directe aux opposants – dont bon nombre sont d'anciens caciques du régime de son père – qui l'accusent d'être un enfant adoptif, né au Nigeria.

Une plainte pour «faux» sur son acte de naissance, déposée en France par sa demi-sœur et l'une des héritières d'Omar Bongo Ondimba, a été classée sans suite lundi.

Cette polémique entre partisans et opposants du pouvoir actuel s'étale depuis bientôt un an dans la presse gabonaise.

La présidence a régulièrement démenti de telles assertions et a porté l'affaire en justice. Et le chef de l'État a relevé non sans ironie

qu'il connaissait de l'intérieur ce système de «privileges indus» pour avoir longtemps travaillé aux côtés de son père. Sans jamais le citer, ces remarques visaient notamment l'ancien président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, longtemps un des plus proches collaborateurs d'Omar Bongo et qui a rompu avec fracas avec l'actuel régime pour se poser en pourfendeur du «système Bongo». Depuis l'arrivée au pouvoir d'Omar Bongo, en 1967, la famille Bongo dirige le pays depuis près de 50 ans.

M. Ping a d'ores et déjà annoncé sa candidature à la présidentielle, prenant de vitesse une partie de l'opposition qui voulait une candidature unique face au sortant. Le mode de scrutin prévoit un seul tour, celui qui arrive en tête est élu, et une multiplication des candidatures de l'opposition diminue ses chances de succès.

Berceau du pétrole gabonais, Ozouri est aussi toute proche d'Omboué, localité dont est originaire M. Ping.

Dressant le bilan de son premier mandat, M. Bongo Ondimba a jugé qu'en «six ans nous avons fait un bond en avant», en citant la généralisation progressive de la protection sociale, ou la timide diversification de l'économie.

Il a enfin promis de «tirer sans complaisance les leçons de tout ce qui n'a pas été concluant et de faire du Gabon une société plus juste».



Points chauds

Agriculture

Par Fouzia Mahmoudi

La crise des éleveurs s'éternise en France et le gouvernement socialiste est bien démuni face à la colère des agriculteurs qui rejettent en bloc les réformes décidées par l'équipe de François Hollande. Les solutions pour résoudre ce problème qui mine ces dernières semaines les responsables politiques semblent bien difficiles à trouver. De leur côté, les éleveurs semblent désormais prêts à se soumettre au cliché qui voudrait qu'ils soient les premiers électeurs du Front national. Du moins c'est ce qu'on pourrait penser après la visite de Marine Le Pen au Salon de l'agriculture qui se tient en ce moment à Paris. En effet, la présidente du parti frontiste a reçu un accueil des plus chaleureux hier matin. Elle a été accueillie avec le sourire, contrairement à François Hollande qui, il y a quelques jours, lors de sa visite avait été hué et insulté par la foule. Elle a par ailleurs longuement interrogé et répondu aux questions des éleveurs, visiblement à l'aise dans cet environnement. Aucun éleveur ne lui tourne le dos, contrairement à ce qui a pu se passer avec d'autres personnalités politiques venues visiter le Salon annuel de l'agriculture. Tous les éleveurs se prêtent au jeu. Et tous de confirmer : «Oui, Marine Le Pen est la bienvenue au salon». Certains prennent la peine d'ajouter : «Comme tous les hommes politiques». De plus en plus de paysans avouent être tentés par le vote Front national. «Ni la droite ni la gauche ne prennent les mesures qui s'imposent pour que l'on puisse vivre décemment. Alors, pour quoi ne pas essayer l'extrême droite ?», explique de nombreux agriculteurs. Le programme de nationalisation et de priorisation de tout ce qui est français forcément séduit ceux qui depuis plusieurs années subissent les réglementations de l'Union européenne qui les conduit aujourd'hui à la faillite et à la paupérisation. Toutefois, l'approbation n'est pas unanime et d'autres éleveurs sont plus sceptiques. Ainsi pour certains «le problème, c'est qu'elle veut sortir la France de l'Union européenne, alors que l'Europe constitue une grande part de nos exportations». Néanmoins, malgré quelques incertitudes et la méfiance d'une petite partie d'entre eux, il semblerait bien que le monde paysan soit bel et bien acquis à Marine Le Pen qui n'aura aucun mal à motiver cet électoralat de déposer un bulletin à son nom dans l'urne lors des élections présidentielles. Hollande, lui, au contraire semble incapable de renouer le dialogue avec cette catégorie de Français, qui même si elle est de plus en plus mince, continue de peser notamment lors des grands rendez-vous électoraux. **F. M.**



Chanteuse franco-marocaine

Hindi Zahra ovationnée pour son premier spectacle à Alger

■ Les mélomanes algérois étaient invités lundi soir à découvrir sur scène l'univers musical empreint d'énergie, d'émotions et d'influences diverses de la chanteuse franco-marocaine Hindi Zahra qui se produisait pour la première fois en Algérie.

Par Selma S.

Organisé par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (Aarc), ce premier spectacle de Hindi Zahra, qui a attiré un public averti et très nombreux, s'est déroulé à guichets fermés, tous les billets ayant été vendus plusieurs jours auparavant.

Sur scène, la voix soul de la chanteuse qui véhicule toutes les émotions de ses textes se pose sur un univers musical à la croisée des chemins entre le jazz, le reggae, le rock et la folk en plus d'influences rythmiques ou de sonorités maghrébines, africaines, touareg et latino.

Le programme choisi par Hindi Zahra pour cette soirée est essentiellement issu de ses

albums «Hindi Zahra» (2009) et «Handmade» (2010) avec des titres comme «Beautiful tango», «Try» ou encore «Imik Si Mik».

En plus de sa voix exceptionnelle, l'artiste qui chante si bien en anglais, en français, en tamazight qu'en arabe dialectal, séduit également le public par son jeu de scène fait de danses discrètes oscillants entre des pas folk, orientaux ou berbères et la «jedba» donnant au spectateur l'impression d'être en transe, transportée par sa musique et ses textes.

La chanteuse accompagnée de ses musiciens (guitare, basse, batterie percussions, claviers et cuivres) a également présenté quelques titres de son dernier né «Homeland» sorti en 2015 dont «Any Story», «Un jour»



Ph. DK

et «Dream». Dans ce nouvel opus, la chanteuse, qui dit avoir «replongé dans sa culture marocaine et ses origines touareg», a introduit des sonorités franchement inspirées de l'Assouf du groupe mythique «Tinariwen» avec un habillage plus rock que blues ainsi qu'un petit clin d'œil à la musique gnawa avec de

discrets tintements de karkabou.

Fan de cette voix de diva de jazz et de soul music, le public de la salle Ibn Zeydoun a eu le plaisir de découvrir sur scène une «artiste universelle» aussi proche de certains icônes du rock que de la culture et de la musique maghrébine.

Chanteuse, plasticienne et actrice, Hindi Zahra qui est née dans une famille de musiciens et de mélomanes, a sorti son premier album en France en 2009, avant de recevoir deux fois le prix du meilleur album de musique du monde lors des «Victoires de la musique» en 2011 et 2016. S. S./APS

Spectacle algéro-franco-allemand

«Yadra !» s'invite à Oran

Le spectacle algéro-franco-allemand «Yadra» s'est joué, lundi soir au théâtre Abdelkader-Alloula d'Oran, à guichets fermés, dans une salle comble composée en grande majorité de jeunes.

Sous le slogan «Le dialogue interculturel comme préalable à la citoyenneté méditerranéenne», la représentation est plus qu'un spectacle. «Yadra» est un mouvement, l'expression d'un contact et d'un échange entre la jeunesse de trois pays, l'Algérie, la France et l'Allemagne, ayant un objectif commun.

En effet, trente jeunes artistes, journalistes, étudiants, travailleurs sociaux des trois pays se sont rencontrés par le biais des associations «Une terre

culturelle» de Marseille (France), «Istijmam» d'Oran (Algérie) et «Bapop» de Berlin (Allemagne) pour «confronter leur histoire commune et favoriser sa compréhension, pour réfléchir dans une intelligence partagée et sereine à un avenir commun», indiquent les organisateurs du spectacle, soulignant que l'objectif est de travailler ensemble à la mise en place d'outils concrets, innovants et créatifs pour favoriser les échanges entre les trois pays.

«Yadra» est un spectacle pluridisciplinaire où la vidéo accompagne les participants sur scène où des personnages fictifs ou réels témoignent de leur expérience de l'Autre, de l'Ailleurs et de l'interculturel. Les person-

nages jouent avec les mots et les sons des trois langues respectives, mais également avec les idées et les expériences communes, livrant des réflexions sur l'histoire, la société et la politique avec un humour tantôt caustique, tantôt bon enfant.

Dans une mise en scène très novatrice, les acteurs algériens, français et allemands s'expriment autour d'un lieu commun mais insolite : des toilettes publiques, considérées comme une «zone libre» où chaque acteur raconte sa vie en arabe, en français et en allemand, donnant lieu à des situations drôles et angoissantes à la fois, mais exprimant tout de même des liens entre les jeunes de trois nationalités différentes.

Ces liens parfois improbables mais réels, ne serait-ce que du point de vue de l'histoire commune entre Algériens et Français et entre Allemands et Français et où l'improvisation est reine, mais efficace.

L'idée du spectacle est venue du travail de réconciliation entreprise par la France et l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale et symbolisé par l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ).

«Ce travail constitue à nos yeux une source d'inspiration pour se souvenir et construire un avenir partagé entre les jeunes franco-algériennes. Nous sommes convaincus que l'efficacité d'un rapprochement interculturel entre les jeunes permet-

tra, comme peut en témoigner l'OFAJ, de bâtir un dialogue réciproque et équitable et, par conséquent, une citoyenneté euro-méditerranéenne», ajoutent les organisateurs.

Pour l'année 2016, les objectifs des organisateurs est de s'appuyer sur le spectacle comme un outil pour multiplier les débats entre et au sein des sociétés concernées et de récolter le plus grand nombre de témoignages possibles.

Racim C.

Cofondé par Barenboim et Edward Saïd

Le West-Eastern Divan Orchestra nommé défenseur de la compréhension multiculturelle

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a nommé lundi le West-Eastern Divan Orchestra défenseur des Nations unies pour la compréhension multiculturelle.

«Le travail de l'orchestre témoigne de la capacité de la musique à faire tomber les barrières et construire des ponts entre les communautés», a déclaré le Secrétaire général lors d'une cérémonie à Genève. «Je suis ravi que l'orchestre se soit engagé à nous aider dans notre

travail pour la création d'un monde plus pacifique, inclusif et uni», a-t-il ajouté.

L'Alliance des civilisations des Nations unies soutiendra l'orchestre dans son mandat de défenseur mondial pour la promotion de la tolérance, de la compréhension et de l'unité entre les peuples ayant des identités culturelles et religieuses différentes.

Cofondé en 1999 par M. Barenboim, chef d'orchestre et pianiste de renommée mondiale

et l'universitaire palestinien Edward Saïd, aujourd'hui décédé, le West-Eastern Divan Orchestra réunit de jeunes musiciens d'Israël, de Palestine et de plusieurs pays arabes, afin de promouvoir le dialogue interculturel à travers la musique. L'orchestre s'est produit dans les principaux festivals et salles de concert du monde, ainsi que dans la salle de l'Assemblée générale des Nations unies à New York et celle du Conseil des droits de l'Homme à Genève.

«Nous sommes très honorés par ce geste du Secrétaire général et nous nous réjouissons de notre coopération renforcée avec les Nations unies pour mettre en avant notre message, selon lequel non seulement la musique est une question de plaisir personnel, mais elle est également universelle et peut relier les gens», a déclaré M. Barenboim, qui est également Messenger de la paix des Nations unies.

R. C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Musée public national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie
Jusqu'au 26 mars :

Exposition «Le maître et ses disciples» en hommage à Mostefa Ben Debbagh.
Galerie des ateliers Bouffée d'art

Jusqu'au 3 mars :

Exposition-vente collective par les artistes Hssicen Saâdi, Youcef Hafid, Mohamed Laraba, Djanet Dahel, Mimi El-Mokhfi et Sofiane Dey.

Espace Espagne
Jusqu'au 3 mars :

Exposition collective «Art Propos» avec les artistes Abdeljalil Machou, Mejda Benchaâbane, Djamel Talbi, Mohamed Boucetta, Athmane Allalou, Ali Grib et Selma Dahman.

Coup-franc direct

Gourcuff doit trancher

Par Mahfoud M.

Le coach français de la sélection nationale, Christian Gourcuff, ne doit pas continuer sa tergiversation comme il le fait actuellement et devra prendre une décision définitive. Prôner un discours avec le patron de la FAF et distiller un autre quand il est à l'extérieur est devenu monnaie courante chez ce technicien qui a avoué récemment que le travail quotidien lui manque et qu'il pense donc prendre en main une équipe ou un club qui lui permettrait de se retremper dans le bain. Pourtant, Gourcuff ne manque de rien avec les Verts et le président de la FAF, Mohamed Raouraoua lui a accordé toutes les faveurs et donné tous les moyens qu'il souhaitait avoir pour mener à bien sa mission. En fait, tout a changé dans le comportement de Gourcuff depuis les matchs amicaux disputés par la sélection au stade du 5-Juillet où il avait été hué en compagnie de ses joueurs pour le jeu insipide présenté. Le coach national devra comprendre pourtant que tout entraîneur est sujet aux critiques et qu'il ne devrait pas en faire cas. Pour lui les choses devraient être claires et il devra trancher sa position vis-à-vis de l'EN. Soit il continue donc à travailler selon le planning qui lui a été confié ou prendre une tout autre décision et se retirer, chose que la FAF ne souhaite pas pour le moment, par souci de stabilité qui est seule garante des bons résultats. **M. M.**

FAF

Renforcement des mesures d'encadrement des matchs

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a appelé la Ligue de football professionnel (LFP) à renforcer les mesures d'encadrement des matchs et ne tolérer aucune forme de violence dans les stades ou négligence susceptible de compromettre le bon déroulement des championnats. Cette décision a été prise lors de la réunion du Bureau fédéral, tenue lundi au centre technique national de Sid Moussa (Alger) sous la présidence de Mohamed Raouraoua, patron de la FAF. Pour conforter davantage le système d'encadrement des rencontres, il a été décidé de créer un panel de commissaires aux matchs dont le profil et le niveau doit répondre aux exigences de la compétition, précise la même source. A cet effet, un programme de recrutement et de formation sera mis en œuvre par la FAF avant la prochaine saison sportive pour le football professionnel et amateur. «Un appel est lancé en direction de tous les acteurs du football national joueurs, dirigeants, officiels, journalistes sportif et supporters à l'effet de participer à l'éveil de l'esprit sportif et du fair-play et promouvoir les valeurs nobles du football qui sont la saine compétition, le respect

et la solidarité», souligne le communiqué de la FAF.

La FAF félicite Infantino et lui souhaite bonne chance

La Fédération algérienne de football (FAF) a souhaité au nouveau président de la Fédération internationale de football (Fifa) l'italo-Suisse Gianni Infantino de mener à bien «les importantes réformes indispensables au devenir de l'instance mondiale». «La FAF adresse ses félicitations à Gianni Infantino à l'occasion de son élection à la présidence de la Fifa, et lui souhaite beaucoup de succès dans sa difficile et noble mission, notamment pour conduire et mener à terme les importantes réformes indispensables au devenir de l'instance internationale faitière», a indiqué la FAF dans un communiqué, en marge de la réunion de son Bureau fédéral tenu lundi. Gianni Infantino (45 ans), a été élu vendredi dernier à Zurich (Suisse) la tête de la Fifa, avec 115 voix au second tour de l'élection, devant le Cheikh bahreïni Salman, président de la Confédération asiatique (88 voix).

Paralympiques-2016 (CAN/Goal-ball)/ 1^{ère} journée

Bon début des sélections algériennes (hommes et dames)

LES SÉLECTIONS algériennes de goal-ball (hommes et dames) ont bien entamé le championnat d'Afrique des nations, qualificatif aux Paralympiques de Rio-2016, en gagnant leurs matchs de la première journée, disputée lundi à la salle OMS de Staoueli (Alger). La sélection masculine, entraînée par le duo Ahmed Ferdjouni et Aïssa Soualmi, n'ont eu aucune peine à remporter les deux matchs qu'ils ont joué, devant respectivement, la Côte d'Ivoire 10-0 (match achevé au bout de 7' de jeu) et face à l'Egypte 9-5. Lors de son premier match face à une sélection ivoirienne en apprentissage, le staff technique algérien a préféré faire reposer ses titulaires. «Devant la faiblesse de l'adversaire, nous avons laissé place aux éléments qui ne jouent pas souvent (Larbi Abdelhalim, Imadeddine Ghodman et Ishak Boutaleb) et mettre au repos les titulaires, en prévision du reste du tournoi», a indiqué M.Ferdjouni. L'équipe n'avait besoin que de sept minute de jeu pour mettre terme aux débats 10-0 (selon le règlement de la discipline, un match de goal-ball est arrêté une fois le score atteint un écart de dix buts). Lors de son second match face aux redoutables égyptiens, le staff technique algérien n'a pas voulu prendre des risques, en incorporant l'ossature de son équipe qui a remporté le match (9-5), malgré un début catastrophique (1-3). Avec deux succès, l'Algérie prend la 1^{re} place avec (6 points) devant le Maroc (3pts, moins 1 match), l'Egypte, Côte d'Ivoire et Tunisie (0 point). Chez les dames, la sélection algérienne a bien débuté le tournoi avec un succès par 10-0 face au Maroc, battu déjà dans la matinée par l'Egypte 12-2 (match arrêté avant terme).

JS Kabylie

C'est à nouveau la crise

La dernière contre-performance enregistrée à domicile avec ce nul face au DRB Tadjenant concédé en toute dernière minute est venue, encore une fois, perturber la quiétude du club kabyle qui se trouve dans une situation difficile sachant qu'il est maintenant dans une position peu enviable.

Par Mahfoud M.

Il est vrai que ça serait aller vite en besogne de dire que la JSK est reléguable, mais si la situation perdure, il est clair qu'elle le sera. Il faut rappeler que le coach français, Bijotat, a présenté officiellement sa démission et a pensé à partir avouant qu'il ne pouvait pas accepter cette situation de doute, lui qui a tout fait pour permettre à l'équipe d'enregistrer de meilleurs résultats. Toutefois et après la discussion qu'il avait eue avec le président, Moh Chérif Hannachi, il est revenu sur sa décision sachant que ce dernier lui a renouvelé sa confiance. Le technicien français estime, néanmoins, que quand cela ne marche pas il faut se remettre en question et voir ce qui n'a pas marché d'où sa décision de démissionner. Bijotat avouera qu'il est quelqu'un de passionné et qu'il ira donc à bout de son contrat et fera tout ce qui est de son possible pour redresser la situation même s'il sait que cela ne sera pas facile. Le driver des Canaris pense que, maintenant il faut se remettre au travail pour tenter de redresser la barre et aller de l'avant. Il sait que le coach est toujours celui qui est le plus décrié quand cela ne



Les Canaris souffrent

marche pas, mais il reste quand même réaliste et affirme qu'il faut se donner à fond pour tenter de sauver le club et lui donner un nouveau départ. Pour lui, il s'agit maintenant de passer à autre chose et tenter de préparer le groupe pour les prochains matchs qui attendent l'équipe qui doit être au sommet pour les prochains rendez-vous. Il tente-

ra, d'ailleurs, d'exploiter à bon escient cette mini-trêve étant donné que l'équipe est éliminée de la Coupe pour augmenter la charge de travail et sans doute programmer un match amical pour apporter les retouches nécessaires sur le groupe.

M. M.

Ligue 1 française

Boudebouz 4^e meilleur passeur en activité

Le milieu de terrain international algérien de Montpellier HSC, Ryad Boudebouz est le 4^e meilleur passeur toujours en activité dans le championnat de France de football, avec un total de 37 passes décisives en Ligue

1 depuis l'entame de sa carrière professionnelle. Boudebouz est en retard d'une petite longueur sur Jimmy Briand, sociétaire de l'En Avant Guingamp et 3^e de ce classement des meilleurs passeurs. Sur la saison 2015-2016, l'Algérien a consolidé sa 3^e place au classement des meilleurs passeurs de L1 à la faveur d'une 8^e offrande, lors de la 28^e journée contre Lille OSC (victoire 3-0). Le meneur de jeu de 26 ans a donné une passe décisive à chacun des sept derniers succès de Montpellier en championnat, selon les dernières statistiques de la Ligue de football française (LFP), ce qui en fait le meilleur passeur du club héraultais. Le classement 2015-2016 des meilleurs passeurs de la Ligue 1 française de football est dominé



par les Parisiens Zlatan Ibrahimovic et Angel Di Maria, ex aequo avec 10 passes décisives chacun.

Coupe d'Algérie de football 2016 Les demi-finales se joueront les 15 et 16 avril

LES DEMI-FINALES de la Coupe d'Algérie de football 2016 auront lieu les 15 et 16 avril prochain, a annoncé lundi la fédération algérienne de football (FAF). Le tirage au sort de cet avant dernier tour de l'épreuve populaire aura lieu le 12 mars à Alger, précise le site officiel de la FAF. Les quarts de finale de Dame Coupe se joueront le week-end prochain avec les matchs : ES Sétif - USM Bel-Abbès, NA Hussein Dey - Paradou AC, ARB Ghriess - MC Alger, et US Tébessa - ASB Maghnia. Le bureau fédéral de la FAF, réuni lundi, a noté «avec satisfaction le bon déroulement des matchs de Coupe d'Algérie et félicite les clubs qualifiés des différentes catégories». Le Bureau fédéral a appelé la commission de la Coupe d'Algérie au suivi particulier des rencontres de cette compétition et de veiller scrupuleusement au respect par les clubs des dispositions réglementaires.

MCE Eulma

Bouhella nouvel entraîneur

LE TECHNICIEN Kamel Bouhella est devenu le nouvel entraîneur du MCE Eulma (Ligue 2 algérienne de football) en remplacement de Kamel Mouassa, dont le contrat a été résilié à l'amiable, a-t-on appris auprès du président du club Samir Bourdim. «Bouhella vient de s'engager avec nous jusqu'à la fin de la saison, avec option de renouvellement en cas de bons résultats. Il aura comme objectif d'assurer le maintien», a indiqué le patron de la formation du «Babiya». La direction du club et Kamel Mouassa ont décidé de mettre fin à leur colla-

boration à l'amiable en raison des derniers mauvais résultats concédés par le club des hauts-plateaux. Lors des huit derniers matchs en championnat, le MCEE n'a réussi à récolter que six points, occupant la 10^e place avec 26 points, loin derrière la troisième place occupée par le CA Batna (38 pts), synonyme d'accession parmi l'élite. Bouhella, qui est le troisième entraîneur à diriger l'équipe cette saison après Noureddine Saâdi et Kamel Mouassa, «entame ses fonctions à l'occasion de la séance de reprise», a souligné Bourdim.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

UE-Palestine

L'UE accorde 250 millions d'euros d'aide aux Palestiniens

L'UNION EUROPÉENNE (UE) a approuvé hier le versement d'une part substantielle de son aide annuelle à l'Autorité palestinienne, soit 252,5 millions d'euros, renouvelant son appel à la coexistence «pacifique» entre Israël et un futur Etat palestinien. «Aujourd'hui, la Commission européenne a approuvé un programme d'aide de 252,5 millions d'euros pour soutenir l'Autorité palestinienne et les réfugiés palestiniens», a annoncé l'exécutif de l'Union dans un communiqué. Selon la Commission, cette aide représente la première partie du paquet de soutien annuel 2016 de l'UE en faveur de la Palestine. Ces fonds serviront notamment à payer les salaires des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne, mais aussi à financer les activités de l'Agence pour l'aide aux réfugiés de Palestine (UNRWA). Ainsi, 170,5 millions d'euros seront octroyés directement à l'Autorité palestinienne, à travers le mécanisme PEGASE (Mécanisme palestinien-européen de gestion de l'aide socio-économique), alors que 82 millions d'euros seront accordés à l'UNRWA qui fournit des services essentiels pour les réfugiés palestiniens dans la région. Ces fonds vont permettre de «fournir des ser-

vices fondamentaux comme l'éducation, la santé et des services sociaux aux Palestiniens pour améliorer leur quotidien», a indiqué la haute représentante de l'UE aux affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, citée dans le communiqué. «Mais ces mesures ne suffisent pas. Les institutions palestiniennes doivent continuer à se renforcer (à) en vue de la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain. Parce que ce que nous voulons atteindre, est la création d'un palestinien indépendant et souverain. Un Etat vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec Israël et les autres pays voisins», a-t-elle ajouté. Le Commissaire chargé de la politique européenne de voisinage et les négociations d'élargissement, Johannes Hahn, a réaffirmé «l'engagement ferme» de l'UE envers les Palestiniens, rappelant que l'Union «soutient activement une solution (du conflit au Proche-Orient) à deux Etats». L'Union européenne se présente comme l'un des principaux donateurs à l'Autorité palestinienne et l'UNRWA, avec environ 300 millions d'euros d'aide par an, qui va aussi aux réfugiés vivant dans des camps en Jordanie, Syrie et au Liban. **Hocine B.**

Premier league/Transfert

Arsenal prépare une offre pour Mahrez



LE CLUB anglais d'Arsenal compte formuler une offre conséquente pour bénéficier des services du milieu international algérien de Leicester City (Premier league anglaise de football) Riyad Mahrez, lors du prochain mercato estival, rapporte hier le site spécialisé dans les transferts ESPNFC. Le club londonien a déjà préparé le terrain pour la venue de Mahrez en recrutant dernièrement le technicien qui a été à l'origine de la venue du N.7 des Verts à Leicester, en l'occurrence Ben Wrigglesworth, très connu dans le domaine du scouting ou de la détection de talents en Europe, précise la même source. Le joueur algérien, dont le contrat avec les «Foxes» court jusqu'en 2019, est en train de crever

l'écran depuis le début de la saison avec, à la clé, un bilan de 14 buts et 10 passes décisives. Plusieurs écuries se sont manifestées pour s'attacher les services de l'ancien havrais à l'image du FC Barcelone, selon la presse spécialisée. L'entraîneur de Leicester, l'Italien Claudio Ranieri, a affirmé à la presse anglaise qu'il ne pouvait pas retenir contre son gré un joueur qui voudrait partir. Au terme de la 26^e journée, Leicester est leader du championnat anglais, devançant de deux longueurs son dauphin Tottenham, et cinq points le troisième Arsenal. Leicester devait accueillir hier soir (20h45 algérienne) la formation de West Bromwich Albion pour le compte de la 27^e journée. **Racim S.**

6 MOIS DE PRISON FERME REQUIS CONTRE HAMADACHE POUR L'APPEL AU MEURTRE DE KAMEL DAOUD



Djalou@hotmail.com

Tlemcen

Saisie de plus de 15 quintaux de kif provenant du Maroc

■ Agissant sur renseignements, les gendarmes de la compagnie territoriale de Ghazaouet (Tlemcen) ont intercepté, dans un barrage dressé sur la route reliant les communes Souahlia et Ghazaouet, un camion dont le conducteur a refusé d'obtempérer aux injonctions de s'arrêter.

Par Amin A.

Les services de la Gendarmerie nationale de Tlemcen ont saisi lundi 15,3 qx de kif traité provenant du Maroc, a-t-on appris hier à Oran auprès de ce corps de sécurité. Agissant sur renseignements, les gendarmes de la compagnie territoriale de Ghazaouet

(Tlemcen) ont intercepté, dans un barrage dressé sur la route reliant les communes Souahlia et Ghazaouet, un camion dont le conducteur a refusé d'obtempérer aux injonctions de s'arrêter. En dépit de la crevaisson des pneus, le conducteur a continué sa course en direction de la localité de Ghazaouet, avant d'abandonner son moyen de transport

à 1 km du barrage et prendre la fuite, a-t-on indiqué de même source. La fouille du camion a permis la découverte de ladite quantité de kif traité. Le conducteur d'un véhicule de luxe qui servait d'éclaircur a été interpellé par les éléments du même dispositif, a-t-on conclu.

A. A./ (APS)

Bouira

Deux terroristes abattus et deux pistolets mitrailleurs récupérés

DEUX TERRORISTES ont été abattus et deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov et une quantité de munitions récupérés, hier à Bouira, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le

cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur opérationnel de Bouira (1^{re} Région militaire) a abattu deux terroristes, aujourd'hui 1^{er} mars 2016 à 11h00, suite à une opération de fouille et de ratissage menée près d'El Kadiria», note le

communiqué. «L'opération, qui est toujours en cours, s'est solde par la récupération de deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions, une paire de jumelles et un téléphone portable», précise la même source.

Halim O./APS

Tizi-Ouzou et Skikda

Une casemate détruite et de l'armement saisi

DES DÉTACHEMENTS de l'Armée nationale populaire (ANP) ont détruit, lundi, une casemate contenant des produits explosifs à Tizi-Ouzou et saisi une bombe et deux canons de fabrication artisanale à Skikda, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée, deux détachements relevant des secteurs opérationnels de Constantine et de Skikda (5^e Région militaire) ont saisi, le 29 février 2016, une bombe et deux canons de fabrication artisanale», note la même source. Un autre détachement relevant du secteur opérationnel de Tizi-Ouzou (1^{re} Région militaire) «a détruit une casemate contenant des produits explosifs». Par ailleurs et au niveau de la 2^e Région militaire, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont intercepté à Tlemcen un narcotrafiquant, 1 530 kilogrammes de kif traité, un camion et un véhicule touristique», relève le communiqué qui souligne que «treize immigrants clandestins ont été appréhendés à Oran et Tlemcen». Au niveau de la 4^e Région militaire, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Biskra, un contrebandier à bord d'un camion chargé de 19 tonnes de denrées alimentaires». A In Guezzam (6^e Région militaire), «un véhicule tout-terrain et 1,8 tonne de denrées alimentaires ont été saisis», ajoute la même source. **Slim T./APS**